

Le mythe d'une politique d'exception.

La politique de la ville regroupe les politiques qui ambitionnent de réduire et de lutter contre la ségrégation urbaine et sociale en promouvant notamment la mixité sociale. Partant d'un pré-supposé « localiste » selon lequel il faudrait agir en priorité là où les difficultés se concentrent, la politique de la ville se dédie aux quartiers populaires. Les « Zones Urbaines Sensibles » (ZUS). Mais par cela, la question sociale se retrouve territorialisée alors qu'elle reste intimement liée à la transformation capitaliste de la société. La méthode n'est pas la bonne car on confond les causes avec les conséquences. La politique d'exception n'est dès lors pas la solution. **En revanche, c'est en mobilisant les moyens dans le cadre d'une politique de droit commun que l'égalité républicaine pourra être rétablie.**

La ville est un espace de civilisation, qui par les mouvements sociaux qui s'y développent, favorise l'inclusion sociale, l'émancipation. Mais elle est marquée par le système capitaliste qui induit inégalités et ségrégations sociales et territoriales. Dès lors, les banlieues où s'entassent les plus démunis souffrent et parfois s'embrasent. Mais ce ne sont pas les banlieues qui sont à l'origine de la crise urbaine, et encore moins de la crise de la société. C'est le système financier qui est la cause de cette situation. Le capitalisme carnivore détruit toute idée d'émancipation d'une manière générale, mais encore plus profondément au cœur des quartiers. Et la politique de la ville, à droite comme à gauche, n'est que l'épouvantail qui oriente le regard vers des causes à dimensions territoriales, en créant une cécité sur les causes générales du délitement social.

Arrêter de considérer la politique de la ville comme l'excuse permettant de faire diversion pour éviter le débat de fond du choix de société.

Il est aujourd'hui plus que jamais nécessaire de révolutionner la réflexion sur la politique de la ville. C'est tout le territoire national qui a droit à une politique publique de retour à une République solidaire, reconnaissante et fraternelle. Voilà pourquoi est nécessaire la remobilisation du droit commun plutôt que de pérenniser des politiques d'exception, pour sortir de la logique de ghettos. Des politiques publiques locales, revendicatives et exemplaires s'imposent, pour que les quartiers sensibles soient traités à part égale dans les projets de territoires et les incarnent.

Mais ce n'est que par une juste mobilisation des moyens dans le cadre d'une politique globale que l'objectif peut être atteint. Mettre fin aux politiques d'exception, c'est également mettre fin aux « lois-faits divers », ces lois sécuritaires qui permettent aux gouvernements de détourner l'attention, mais ne mènent à rien.

La réalité, pourtant, c'est que c'est le chômage le problème. La financiarisation de l'économie

l'utilise comme moyen de pression sur le salariat. Or, le problème du chômage dans les banlieues ne se réglera que dans le cadre de politiques nationales et globales.

Il est par ailleurs impératif d'exiger la réévaluation des dotations de développement urbain et de solidarité urbaine, en faveur des communes et EPCI qui pensent et mettent en œuvre des projets de territoires. Tout en sortant, par ailleurs, de la trop fréquente tendance à assimiler les crédits d'exception à des recettes récurrentes palliatives du désengagement du droit commun. Bien évidemment, le rôle des péréquations dans la fiscalité locale et dans la redistribution nationale est tout aussi important. La prochaine réforme territoriale devra s'accompagner des dispositions financières et fiscales juste, permettant enfin des réponses à la hauteur des besoins des habitants.

Laisser entendre que la rénovation urbaine va aider à résoudre des problèmes de société est un leurre et aucune intervention sur un territoire isolé de son contexte spatial n'a de sens. L'aménagement des villes est de plus en plus lié à celui des territoires environnants. Les mobilités, dans leur diversité, sont un puissant facteur de lutte contre les exclusions. Les priorités en termes de réseaux, d'équipements publics, de systèmes de déplacements se fixent au niveau des ensembles territoriaux et pas au niveau d'un quartier. Les habitants doivent donc pouvoir être associés non seulement à des projets de quartiers, mais aussi à des projets de ville, voire de métropole. Le fait de diminuer le champ de vision des populations en difficulté sociale ne fait que restreindre leur citoyenneté et leurs capacités de mobilisation.

Il est à ce titre hautement urgent de négocier sans faillir des programmes d'action particulièrement exigeants : en matière d'éducation, de développement économique, d'habitat, d'emploi, de formation, de santé, d'équipements publics et infrastructures, de planification écologique. Les quartiers défavorisés ne seront intégrés dans la ville que lorsqu'ils fabriqueront de la ville.

Pour en finir avec la politique de la ville, il faut penser et imposer la ville politique.